

# Territoires et action sociale

**AGGLO** Politique de territoire et action sociale ont occupé les élus du Conseil d'agglomération, samedi, en attendant l'importante séance du 15 décembre

**JEAN-PIERRE TAMISIER**  
jp.tamisier@sudouest.fr

**A**u 1<sup>er</sup> janvier 2019, la jeune Communauté d'agglomération Pays basque (CAPB) entrera dans une nouvelle phase de son histoire. Après une période de rogatoire, depuis sa création le 1<sup>er</sup> janvier 2017, elle devra avoir défini la notion de tout ce qui relève de l'intérêt communautaire. Ce qui sera à l'ordre du jour du prochain conseil d'agglomération, le 15 décembre. Il en a été question lors du conseil communautaire qui s'est tenu samedi dans l'amphithéâtre 400 de la faculté de droit, à Bayonne. L'un des sujets qui a le plus retenu l'attention concerne la politique des territoires. Pour le président de l'Agglomération, Jean-René Etchegaray, « face au sentiment d'abandon ressenti par certains territoires, il y a une volonté de réterritorialisation ».

rioriales pour les animer, la création de dix Maisons de la communauté afin de créer un maillage de proximité facilitant les rencontres avec les élus et les habitants. Il est aussi question de donner des moyens financiers et d'ingénierie dédiés aux projets locaux et doter l'ensemble d'une Agence des territoires pour piloter le fonctionnement

## Cocquilles vides

Absent, le maire de Bidart Emmanuel Alzuri a transmis, par son adjoint Marc Bernard, une intervention dans laquelle il valide ces propositions. Celui qui fut un farouche opposant à la Communauté d'agglomération Pays basque y voit « un retour vers les territoires, dont j'aurais préféré qu'on ne les abandonne pas ».

Pour le premier magistrat bidartar, « sans parler de rétro-pédalage, c'est une remise en cause du modèle actuel. Les commissions de pôles n'ont été que des cocquilles vides, une énième instance de dialogue ».



**Samedi, les élus communautaires ont adopté les principes et propositions liés à la politique de territoire.** PHOTO BERTRAND LARÈQUE

ment des projets locaux avec l'indicateur du jour samedi. « Il ne s'agit pas suffisamment de logements pour